

famille, mariage, puissance paternelle, éducation, propriété, contrats, bref, les règles qui régissent les relations civiles de personne à personne et de personne à chose. Le droit civil de Québec reste un droit écrit, droit d'origine romano-française. La plupart de nos institutions qui gouvernent la famille, la propriété et les contrats viennent du droit romain christianisé par l'Église et mis en formules par des juristes de l'ancienne France. Ainsi, la famille y conserve ses deux caractères originaux: unité et indissolubilité. Or, s'il est vrai que le droit civil règle les rapports des citoyens entre eux, que les lois sourdent des coutumes d'un peuple et qu'une fois établies, elles deviennent les gardiennes des mœurs et des traditions d'une nation et constituent le cadre même de sa vie sociale, on hésitera, à la suite de nos ancêtres, qui au lendemain de la conquête ont tenu avec opiniâtreté au maintien des lois françaises, à laisser la législation fédérale empiéter sur un sujet ressortissant exclusivement à l'autorité des provinces.

Or, le plan Marsh ébranle ces principes fondamentaux du Code, ainsi que nous l'avons vu par sa prime au concubinage, à la séparation ou au divorce. Ces cas devraient être considérés comme des exceptions et laissés aux soins d'œuvres sociales et charitables. Beveridge et Marsh proposent, chacun à sa manière, une législation sanctionnant les trahisons de l'inconduite et du divorce. Ils s'attaquent ainsi de front au droit civil du Québec.

3. *La conception catholique de l'organisation sociale.* — La doctrine catholique a moulé les institutions sociales de la province de Québec. Particulièrement, toute une floraison d'œuvres, jaillie de l'amour surnaturel, donne, indépendamment de l'État et grâce au désintéressement religieux, un rendement économique et social qu'on ne peut ignorer. Cette conception catholique du secours social qui imprègne les œuvres d'assistance, d'hospitalisation et d'éducation, s'oppose essentiellement à l'individualisme libéral, au socialisme, ou encore au paternalisme d'État. Le magnifique ensemble des œuvres catholiques peut avoir besoin de l'apport financier des gouvernements, mais il ne compte pas sur l'influence induite de l'État et de la bureaucratie pour agir. Cette conception de l'ordre social, appuyée sur des valeurs spirituelles et non simplement économiques, explique pourquoi notre population catholique sera toujours réfractaire à une mentalité matérialiste dont l'idéal se borne au minimum économique brutal.

De plus, l'homme doit encore gagner son pain à la sueur de son front. La protection la plus vigilante et la mieux calculée ne viendra jamais à bout de tous les risques. Le catholique se méfie d'une société où les risques et les responsabilités individuelles disparaissent. Un plan dont l'idéal réside dans un paradis économique le rend sceptique. Qu'on aide les misérables et les pauvres, soit! Mais chacun doit rester maître de son sort. Qu'on englobe dans un régime d'assistance toute une population, voilà un nivellement de conditions que

le bon sens refuse. Facilitons à l'ouvrier l'accès au travail et à de meilleurs salaires, à ses fils tous les avantages de l'éducation, au cultivateur un meilleur prix pour ses produits, mais de grâce n'acceptons pas l'État paternaliste, cet État-providence qui se substitue à l'initiative du citoyen, du groupe et des institutions.

Une fois qu'on aura cédé au fédéral nos droits en matière de législation sociale, qui garantira le respect de nos œuvres, de nos institutions? Voilà un risque qu'un homme averti ne peut assumer.

Faudrait-il pour cette raison refuser tout secours du fédéral? Non. Distinguons ici les deux méthodes par lesquelles les autorités fédérale et provinciales peuvent collaborer. Par la législation habilitante, le fédéral alloue aux provinces certains subsides à condition que les provinces adoptent la législation que le fédéral leur suggère. Dès que la province accepte, la loi du coup fait partie de la loi fédérale. Par contre, la législation concurrente exige d'une province une loi dans le but de bénéficier des subsides du fédéral. La loi cependant dépend uniquement de la législation provinciale et peut être amendée selon le besoin. Nous admettons des lois sociales du dernier type comme, par exemple, les pensions de vieillesse. Elles permettront aux provinces de développer un régime de sécurité sociale tout en bénéficiant des subsides fédéraux. Quant à nous, nous pourrions immédiatement dégager du plan Marsh trois lois urgentes: les allocations familiales, l'assurance-maladie et le logement ouvrier, et les appliquer au moyen de la législation concurrente.

Dans une première partie, nous avons étudié le contenu et les tendances du rapport Marsh. Dans une deuxième, nous en avons analysé l'aspect philosophique et économique. Sous l'aspect philosophique, nous avons constaté que, si le plan vise à la sécurité sociale, les moyens qu'il propose compromettent le but visé, par suite d'un certain excès de paternalisme et de gratuité qui ne tient pas compte de l'homme ni de sa dignité. Sous l'aspect économique, nous avons signalé trois faiblesses, à savoir: la substitution d'une économie d'outillage à une économie de consommation, une augmentation de chômage et une désastreuse redistribution de la population.

Dans notre troisième étude sur l'aspect social, nous avons découvert que la sécurité sociale exige une certaine intervention de l'État, mais plus modérée, que celle que propose Marsh. Au Canada, cette intervention devrait venir des gouvernements provinciaux. Le caractère de notre civilisation, les exigences de notre Constitution et la culture du groupement canadien français qui compose près du tiers du pays imposent cette solution... A son tour, la province doit respecter les groupements déjà existants, comme les corps professionnels; elle doit par conséquent décentraliser l'administration et la confier à ces organismes intermédiaires entre l'État et le citoyen.

En définitive, nous ne méprisons pas les initiatives intéressantes du plan Marsh; nous voulons simplement redresser une fausse tendance qui se glisse dans la mentalité canadienne à savoir: recourir à l'État-providence

CHOISIR LE CHRIST OU LE CHAOS

LA VRAIE RÉFORME SOCIALE

Bernard HARDY

DANS LA VIE économique et sociale, nous voyons l'égoïsme des différentes classes de la société éclater en haine de classes, en lutte de classes. « La paix, dit saint Thomas, est ruinée dès que chaque citoyen ne recherche que son propre bien. » (S. Th., 2^e 2^a, q. 183, a. 2, ad 3.) Les classes de la société moderne ne sont pas organisées pour vivre en harmonie et travailler au bien commun; on les dresse plutôt l'une contre l'autre et, partant, contre le bien commun.

Les patrons capitalistes, groupés dans des trusts gigantesques, en cartels et en syndicats internationaux, n'ont qu'une ambition: dominer les marchés du monde, accroître constamment leur production et avoir en main le monopole de l'univers. Bien sûr, ce n'est pas pour augmenter parallèlement les salaires de leurs employés, ni pour mieux répondre aux besoins des consommateurs; au contraire, c'est aux dépens des uns et des autres, et uniquement pour gonfler des besaces déjà démesurées. La plupart d'entre eux ne témoignent pas la moindre considération à leurs frères, les pauvres, les déshérités, ni même à leurs propres employés. Et ils ne portent aucun intérêt réel aux avantages des consommateurs, malgré les efforts pour le faire croire de leurs innombrables réclames qui nous poursuivent, qui nous hantent, dans la presse, à la radio, en auto et en chemin de fer. Leur seul but est plutôt de créer sans cesse des appétits nouveaux, d'artificiels besoins, une impression de satiété devant les commodités présentes de la vie et un désir violent de toutes sortes de marchandises, d'articles, de produits et d'objets qui dépasse considérablement la capacité d'achat de la moyenne des gens.

Les travailleurs, de leur côté, unis dans la poursuite de leurs seuls intérêts propres, sans souci du bien commun, vont à l'extrême opposé et tentent d'abolir tout droit à la propriété privée.

C'est ainsi que nous voyons le monde économique divisé, dressé en deux camps ennemis: dans l'un, les capitalistes sans âme, dans l'autre, les prolétaires exaspérés. Derrière la barricade qui les sépare, ils se font la guerre, résolus à ne pas transiger tant que l'adversaire ne sera pas réduit à merci.

Or, à ce conflit comme aux autres, en dépit de nos progrès modernes, de notre science sociale et économique, de nos organisations et bureaux de bien-être social et d'assistance publique, de nos comités et sous-

pour résoudre le problème social. Il faut tenir compte de principes qui transcendent la sécurité économique et qui exigent le respect de la dignité humaine et du rôle des corps professionnels.

comités, il n'y a pas à trouver de solution en dehors d'un retour au Christ, à sa doctrine et à sa loi. En d'autres mots, nous n'avons, ici comme ailleurs, d'autre choix que le Christ ou le chaos. Car c'est seulement dans le Christ que nous pouvons opérer la synthèse des justes rapports qui doivent unir, non seulement le gouvernement aux citoyens, mais encore les citoyens entre eux.

La doctrine sociale du Christ, si bien exposée par son grand apôtre saint Paul, nous enseigne que nous sommes tous membres d'un organisme vivant. Le Christ en est la tête, le centre de vie et de force; nous en sommes les cellules, les organes, les membres, chacun ayant sa fonction propre, et tous dépendant de chacun et coopérant ensemble à un même bien commun, sous la direction de notre commun Chef, le Christ, qui vit en chacun de nous.

Dans cette doctrine, il n'y a pas de place pour l'absolutisme sans frein d'un individu ou d'une classe, comme c'est le cas dans le régime du libéralisme individualiste qui n'a de liberté que pour les privilégiés, laissant aux autres l'esclavage. Mais il doit y avoir, comme dans tout organisme, une harmonieuse coopération et, par conséquent, une discipline, une loi et, s'il le faut, une limitation de l'activité individuelle au profit du bien commun.

Et — pour ne souligner que les principales applications — il ne peut y avoir de droit sans limite à la production. Car la production n'est pas une fin en soi, mais un moyen de pourvoir aux besoins du consommateur et, secondairement, au bénéfice du producteur. Le consommateur, c'est-à-dire l'organisme économique tout entier, n'existe pas pour le producteur et son profit, mais c'est l'inverse qui est vrai.

Il ne peut donc y avoir de droit sans limite à l'organisation d'un groupe ou d'une classe qui ne rechercherait que ses intérêts privés aux dépens du bien commun. Cela vise les monopoles capitalistes aussi bien que les unions ouvrières.

Il ne faut plus dire, ni entendre dire: Capital contre Travail, mais Capital et Travail! Plus de duel systématique, mais l'unité harmonieuse dans le travail pour le bien commun du corps mystique de Jésus-Christ.

Ce résultat merveilleux ne doit être obtenu ni par le contrôle caporalisateur de l'État totalitaire dévorant toute entreprise et toute initiative privées, ni par l'es-

clavage et le travail forcé du collectivisme matérialiste et athée, qui ravale l'homme au rôle de simple machine, mais par la vraie *démocratie*, c'est-à-dire par le gouvernement de tout le peuple pour le bien commun de tout le peuple.

Cette magnifique doctrine, cependant, ne restera jamais que pure théorie, si nous ne changeons d'abord les *cœurs* de tous les hommes. Il nous faut retourner, non seulement à la doctrine du Christ, mais encore à la pratique de Son Commandement (*Jean*, xv, 12), Commandement nouveau qui nous ordonne de nous aimer les uns les autres *comme* Il nous a aimés (*Jean*, xiii, 34).

Et d'abord, avec la même *ferveur*, c'est-à-dire avec la volonté de donner même notre vie pour nos frères. « A ceci nous avons connu l'amour, c'est que Lui a donné sa vie pour nous. Nous aussi, nous devons donner notre vie pour nos frères. » (*I Jean*, iii, 16.) Puis, nous devons nous aimer les uns les autres avec la même *universalité*, c'est-à-dire sans excepter même nos ennemis; à combien plus forte raison toutes les classes sociales de notre propre pays! Car, dans le Christ, il n'y a, en vérité, « ni esclave ni homme libre » (*Gal.*, iii, 28), c'est-à-dire ni prolétaire ni capitaliste, puisqu'« en Jésus tous ne font qu'un » (*ibid.*) et que « le Christ est tout en tous » (*Col.*, iii, 11). Enfin, nous devons nous aimer les uns les autres pour le même *motif*, c'est-à-dire pour l'amour du Christ qui, vivant en chacun de nous, considère comme fait à Lui-même tout ce que nous faisons au moindre de ses frères et déclare qu'il nous jugera en conséquence (*Matth.*, xxv, 40-45). Plus nous sommes unis au Christ, plus nous ressentons comme nôtres les peines de nos frères. « Si un membre souffre, tous les membres souffrent avec lui. » (*I Cor.*, xii, 26.) Inversement, tant que nous n'éprouvons pas comme nôtres les besoins de nos frères, nous ne pouvons être unis au Christ qui vit en eux.

Là, et là seulement, se trouve la solution de nos difficultés, de nos problèmes économiques et sociaux. La question sociale ne sera jamais réglée par le moyen de la seule justice. Même si nous avions un gouvernement et des lois au-dessus de tout blâme et qui satisferaient toute juste réclamation, nous serions encore loin de la vraie unité. Car l'unité réelle ne résulte pas seulement de la bonne conduite extérieure; elle exige par-dessus tout l'union des cœurs et des âmes; c'est pourquoi elle est irréalisable sans l'esprit d'amour, sans vraie charité. Et cette charité ne s'apprend qu'à l'école du Christ. Car le Christ ne nous l'a pas enseignée en paroles seulement, mais, de la manière la plus persuasive, dans ses actes et par son exemple. Lui, qui est le Dieu infini, il a choisi de devenir un humble et pauvre ouvrier, il a voulu demeurer, travailler et peiner parmi nous et porter tous nos fardeaux et jusqu'aux fardeaux du monde entier. « Véritablement, c'était nos maladies qu'il portait, et nos douleurs dont il s'était chargé. » (*Isaïe*, liii, 4.)

Quelle différence avec ces « réformateurs sociaux » qui, avant et après Lui, posèrent aux champions des classes ouvrières et n'eurent à offrir au monde, pour étancher sa soif de bonheur, que de belles paroles, de nouvelles « théories » et de nouveaux « systèmes »! Eux-mêmes, dans le même temps et, peut-être, d'autant mieux, à l'abri de ce camouflage, se mirent à la quête des richesses de ce monde, tels les fameux protagonistes juifs du socialisme et du communisme: Lassalle, Marx et Engels.

Ferdinand Lassalle offrait à ses amis de somptueux banquets et se vantait de n'aimer à boire du vin qu'au prix de 20 ou 30 marks la bouteille. Il avouait carrément qu'il aurait épousé n'importe quelle femme qui lui eût apporté 2 ou 3 millions de thalers de revenu. Le plagiaire Karl Marx, dont le vrai nom était Mordechai, l'auteur célèbre du *Manifeste communiste* et de *Das Kapital*, collectionnait (selon la remarque du fameux sociologue Werner Sombart), comme un vieux regrattier juif, dans la salle de lecture du British Museum, toutes les doctrines usées des écrivains socialistes révolutionnaires et se les appropriait sans même avoir la probité de mentionner ses sources, allant jusqu'à s'en moquer. Durant toute sa vie, il ne fit pas un seul geste de travail manuel, le seul travail, pourtant, que son livre reconnaît comme « productif ». Il vécut dans le plus grand confort grâce aux largesses de Friedrich Engels, lui-même « riche manufacturier habitué à considérer les travailleurs comme de la chair à machine et de la chair à canon » (Guillaume, *Documents de l'Internationale*, iii, p. 153). Engels s'était acquis une grande fortune dans les filatures de coton du Lancashire (cf. N. H. Webster, *World Revolution*, p. 171).

Qui ne voit le paradoxe, la contradiction? Ces Juifs allemands qui se prétendaient les « champions » des classes pauvres et laborieuses, les adversaires passionnés du capitalisme exploiteur de l'ouvrier, vivaient confortablement en Angleterre à même des capitaux amassés dans l'exploitation des travailleurs chrétiens d'Angleterre! Jusqu'à nos jours, cependant, c'est eux et leurs pareils que l'on célèbre comme les amis des pauvres et des déshérités de la vie, tandis que le Christ et son Église, on les persécute. Quelles sont les premières victimes de toute révolution prolétarienne? Les Petites Sœurs des Pauvres, dans leurs couvents, les Pauvres Clarisses, les Carmélites et les autres (qu'on se rappelle la guerre d'Espagne). Mais je n'ai jamais entendu dire qu'une grosse banque ait subi les mêmes assauts...

Je ne nie pas que dans leurs rangs les socialistes comptent des hommes sincères et même de nobles caractères; ceux-là ont l'excuse de ne pas voir comme on les conduit mal; on ne peut en dire autant des chefs dont nous avons parlé. Et l'on a encore à découvrir le réformateur social qui, tel le Christ, et par pur amour (non par orgueil blessé ou par ressentiment),

abdiqua son trône et son royaume, afin de vivre et de travailler dans la pauvreté et la misère, et souffrit dans la douleur et l'ignominie extrêmes la mort d'un criminel sur un gibet; et tout cela librement, par pur amour. Que nos réformateurs sociaux imitent d'abord le Christ, qu'ils Le suivent sur le chemin de son Calvaire, en vivant une vie de désintéressement absolu et de sacrifice pour les autres, et nous n'aurons même plus besoin de « système » ou de « théorie » sociale: la seule force de leur exemple suffira à tirer l'humanité hors de son égoïsme et à lui rendre la vraie paix et le vrai bonheur. Pour illustrer pratiquement cette vérité, qu'on se rappelle la réforme sociale immense, et toute pacifique pourtant, dont le Poverello d'Assise fut jadis l'initiateur.

POLOGNE IMMORTELLE

André KRZESINSKI, prêtre

SI NOUS JETONS un coup d'œil sur l'histoire de la Pologne, nous voyons quelques traits bien caractéristiques qui témoignent glorieusement de sa civilisation et de son importance dans la vie culturelle de l'humanité. D'une part nous constatons l'amour des Polonais pour la liberté, la liberté individuelle et la liberté collective et nationale avec une volonté très forte de se défendre au prix des plus grands sacrifices; d'autre part nous y apercevons l'amour de la culture chrétienne et une disposition chevaleresque à la défendre. Cette volonté de sacrifice et de résistance atteint, quand il le faut, l'héroïsme le plus haut.

A côté de l'individualisme du peuple polonais qui est parfois l'expression d'une profonde tendance à l'action personnelle, on voit, aux tournants de son histoire, une étonnante solidarité.

A toutes les époques de son histoire millénaire les nécessités spirituelles dominent celles de la vie temporelle. Dans cette suprématie de l'élément spirituel sur l'élément matériel s'exprime l'idéalisme polonais, et cela est d'autant plus remarquable qu'on peut le suivre à travers les siècles sans aucune déviation. Tout y change: les formes de gouvernement, les courants politiques et sociaux, les groupements politiques et les dirigeants de la société, mais l'idéologie fondamentale reste inébranlable.

Grâce à cela, la vie spirituelle de la Pologne possède un charme singulier. Elle attire par son harmonie spirituelle et fascine par sa beauté. Comme un fil d'or, cet idéalisme se retrouve dans toute l'histoire de la Pologne et s'exprime par les accents harmonieux de ses poètes.

Fidèle à son idéal, et marchant selon les directives de cet idéal, la Pologne s'est couverte d'une gloire immortelle et a enrichi le trésor de ses mérites envers les peuples de l'Europe et du monde entier.

Pendant toute son histoire, la Pologne a brillé par sa magnificence spirituelle.

Elle était belle quand elle porta sur les champs de bataille lointains ses fanions et ses étendards, en remportant d'éclatantes victoires sur les ennemis de la civilisation occidentale.

La Pologne était l'exemple de la foi au triomphe de la justice et de la foi en la prompte résurrection! Elle était l'exemple de la confiance en sa destinée lors des jours difficiles de la lutte contre les trois puissances ennemies qui ont morcelé son territoire et l'ont privée pour quelque temps de la liberté politique.

Actuellement, elle se dresse comme un seul homme, en luttant pour sa liberté ainsi que pour la liberté des autres nations et pour la civilisation chrétienne. A cause de la suprématie militaire de ses ennemis, elle n'était pas en mesure de résister longtemps contre la force brutale de ceux-ci, mais au point de vue moral elle s'éleva si haut, que les autres nations la regardent depuis lors avec admiration.

Les supplices qu'elle endure dépassent en forme et en grandeur ce qu'aucun autre pays ne supporta jamais.

Tout son sol est largement arrosé par le sang de ses enfants! Mais avec quelle dignité, avec quelle majesté n'accepte-t-elle pas son sanglant sacrifice!

Les envahisseurs cherchent toujours de nouveaux supplices, menaçant la nation d'une destruction totale. Ils veulent que la Pologne renonce à sa liberté, à sa mission et à ses idéals de la civilisation chrétienne. Mais elle ne capitule pas, elle reste debout et comme un roc, devant toutes les tentatives de l'envahisseur.

Tout ensanglantée, la Pologne s'est élevée aux plus hauts sommets de l'héroïsme; au milieu du crépitement des mitrailleuses, au milieu des gémissements sourds des femmes et des enfants torturés, au milieu des cris de « Vive la Pologne », ses meilleurs fils tombaient sous les coups de ses ennemis. La Pologne, par son martyre, remporte pourtant une brillante victoire sur la barbarie de ses persécuteurs. Seule une nation ainsi accoutumée durant au delà de mille ans à des sacrifices perpétuels pour la protection de la civilisation chrétienne, pouvait s'élever à de pareils sommets d'héroïsme.

L'Aigle Blanc, symbole de la Pologne chevaleresque et sans tache, s'élève très haut dans l'azur du ciel et regarde sans cesse l'étoile de la mission du peuple polonais, se préparant déjà à de nouvelles victoires.

La Pologne, qui fait preuve dans le conflit actuel d'un héroïsme extraordinaire pour la défense des idéals de l'humanité, ne peut être détruite et aucune puissance matérielle ne peut la priver de sa liberté. Fidèle à sa mission, elle se relèvera glorieuse de sa cruelle épreuve et rayonnante d'un nouvel éclat de gloire, vivra d'une vie libre, et cela aussi longtemps qu'existera le genre humain. Au point de vue terrestre, la Pologne est immortelle, parce qu'immortel est son esprit, immortelle est son idéologie chrétienne.